

Montréal, le 8 janvier 2016

Par courrier électronique : cabinet@sct.gouv.qc.ca

Monsieur Martin Coiteux
Ministre du responsable de l'administration gouvernementale
et de la révision permanente des programmes
Président du Conseil du trésor
875, Grande Allée Est, 2e étage, secteur 300
Québec (Québec) G1R 5R8

Conseil d'administration

Président
Gilles Pepin
HumanWare

Steeve Duchesne
**AXON Intégration &
développement**
Ex officio

Stéphane Bernier
Effenti

Louise Cardinal
TechnoMed Solutions

Ann Marie Colizza
Deltacrypt

Paul Hamelin
Giro

Alain Lavoie
Irosoft

David Marotte
FX Innovation

Nicole Martel
**Association québécoise
des technologies**

Yves Pelletier
PR2 Expert Conseils

André Petitclerc
Investissement Québec

Claude Rose
Gestisoft

Mario Séguin
Medwave Optique

Benoît Simard
TELUS

Observateurs

Michel Boislard
Fasken Martineau

François Sauvageau
Deloitte

Objet : Commentaires portant sur le projet de règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information

Monsieur le Ministre,

En tant qu'interlocuteur de l'industrie des technologies de l'information et des communications (TIC) du Québec, l'Association québécoise des technologies (AQT) qui représente les PME offrant des solutions et services technologiques, vous présente ses commentaires en regard du projet mentionné en rubrique.

Fière de constater que le travail des dernières années porte fruits et mène à la mise en place du **Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information**, vous trouverez joint, un document présentant nos commentaires sur ce dernier. Notez que ceux-ci se veulent constructifs et reflètent la volonté qu'ont nos membres à bâtir des relations durables avec les différentes Ministères et organismes.

L'Association québécoise des technologies (AQT) compte 500 entreprises membres et affiliées. Organisme fondé en 1990, à but non-lucratif et autofinancé par l'industrie, l'Association dessert ses membres en leur offrant une gamme de services voués à leur développement et à leur croissance. Parmi ces services, l'AQT agit à titre de porte parole auprès des instances ayant le pouvoir d'intervenir pour faciliter la mise en place d'outils pour atteindre ces objectifs.

Veillez noter que nous demeurons à votre disposition afin d'échanger plus en détails sur la teneur de ce document ou tout autre sujet que vous jugerez approprié. Veuillez également accepter, Monsieur Coiteux, mes plus sincères salutations.



Nicole Martel
Présidente-directrice générale

- c.c. Robert Villeneuve, Directeur, Direction de la réglementation et des politiques de gestion contractuelle, Secrétariat du Conseil du trésor
Gilles Pépin, Président HumanWare, Président AQT
Alain Lavoie, Président Irosoft, Administrateur AQT
- p.j. Commentaires sur le projet de Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de TI

Projet de règlement

Loi sur les contrats des organismes publics

(chapitre C-65.1)

Contrats en matière de technologies de l'information et contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le « Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information », le « Règlement modifiant le Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics », le « Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de services des organismes publics » et le « Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics », dont les textes apparaissent ci-dessous, pourront être édictés par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Le projet de Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information détermine des conditions spécifiques applicables aux contrats conclus par un organisme public assujéti à la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) lorsqu'ils visent principalement l'acquisition de biens ou la prestation de services en matière de technologies de l'information.

Ce projet de règlement vise, dans le respect de tout accord intergouvernemental applicable, à promouvoir les principes exprimés à l'article 2 de cette loi, notamment la transparence dans les processus contractuels, le traitement intègre et équitable des concurrents et la reddition de comptes fondée sur l'imputabilité des dirigeants d'organismes publics et sur la bonne utilisation des fonds publics.

Les contrats susceptibles d'être conclus en matière de technologies de l'information étant des contrats d'approvisionnement ou de services, le projet de règlement reprend en grande partie la structure et la substance des règlements déjà en vigueur pour ces catégories de contrats, en y ajoutant toutefois certaines particularités propres aux technologies de l'information.

Ce projet de règlement propose entre autres une procédure particulière de mise en concurrence comportant un dialogue compétitif et introduit dans certaines circonstances et sous certaines conditions la possibilité de conclure de gré à gré des contrats visant l'acquisition de biens et services infonuagiques.

Les projets de Règlement modifiant le Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, de Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de services des organismes publics et de Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics proposent par ailleurs des ajustements de concordance aux règles proposées par le projet de Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information. Ces ajustements concernent principalement le

contenu de l'avis et des documents d'appel d'offres, la conformité des soumissions et l'obligation pour l'organisme, à la suite de l'adjudication d'un contrat et sur demande écrite d'un soumissionnaire, de lui présenter les résultats de l'évaluation de sa soumission.

Par ailleurs, le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics intègre les dispositions que propose le projet de Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information concernant la tenue d'essais de conformité sur les biens proposés, la prise en compte du coût total d'acquisition pour l'adjudication du contrat de même que le remplacement de biens pendant la durée d'un contrat à commandes.

[1]. COMMENTAIRE

Notre analyse a porté seulement sur le texte du règlement « Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information ». Nous considérons que les autres règlements modifiants en relation avec le règlement principal sont une déclinaison de ce dernier tel que spécifié dans les paragraphes précédents.

Enfin, les projets de règlement visés par le présent avis introduisent des mesures relatives à la transmission de soumissions par voie électronique.

Ces projets de règlement n'ont pas d'impact sur les citoyens. De plus, ils ne devraient pas avoir de conséquences négatives sur les entreprises, en particulier sur les petites et moyennes entreprises.

Des renseignements additionnels concernant ces projets de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Robert Villeneuve, directeur de la réglementation sur les contrats publics, Secrétariat du Conseil du trésor, 875, Grande Allée Est, bur. 2379, Québec (Québec) G1R 5R8, par téléphone au numéro : 418 643- 0875, poste 4901, par télécopieur au numéro : 418 646-4613 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : robert.villeneuve@sct.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ces projets de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, 875, Grande Allée Est, Québec (Québec) G1R 5R8.

Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente
des programmes et président du Conseil du trésor,

MARTIN COITEUX

Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information

Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1, a. 23 par. 1^o, 3^o, 5^o à 7^o, 14^o et 15^o et a. 24.2)

^[2]. COMMENTAIRE

Le paragraphe 6^o de l'article 23 du chapitre C-65.1 réfère à un montant de 25,000 \$. Nous observons que ce montant inclut parfois les taxes et d'autres fois non. L'interprétation ne semble pas homogène parmi les ministères et organismes.

^[3]. RECOMMANDATION

Considérant que l'article 23 du chapitre C-65.1 est en vigueur depuis 2006;
Considérant qu'aucune indexation du montant de 25,000 \$ n'a été effectuée depuis;
Nous recommandons que le gouvernement statue explicitement que le montant de 25,000 \$ n'inclut pas les taxes TVQ et TPS.

^[4]. RECOMMANDATION

Considérant la recommandation précédente;
Nous recommandons que le gouvernement statue explicitement que toute référence relativement à la valeur d'un contrat (ex. : 25,000 \$, 100,000 \$) n'inclue jamais les taxes TVQ et TPS.

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique aux contrats d'approvisionnement et aux contrats de services visés respectivement aux paragraphes 1^o et 3^o du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) et aux contrats d'entreprise qui sont assimilés à des contrats de services conformément au troisième alinéa de cet article lorsque, de façon principale au regard de la dépense estimée du contrat, ils visent l'acquisition de biens ou la prestation de services en matière de technologies de l'information.

^[5]. COMMENTAIRE

Nous comprenons que ce règlement est habilité uniquement par le chapitre C-65.1. Il est malheureux qu'il ne puisse pas s'appliquer au chapitre C-19 - Loi sur les cités et villes. L'AQT cherche une homogénéité des façons de faire pour l'attribution des contrats. Nous croyons qu'une plus grande homogénéité permettra un plus grand accès aux marchés publics pour les PME.

Pour l'application du présent règlement, un contrat vise l'acquisition de biens ou la prestation de services en matière de technologies de l'information lorsqu'il cherche à assurer ou à permettre des fonctions de traitement et de communication d'informations par des moyens électroniques, dont notamment leur collecte, leur transmission, leur affichage et leur stockage.

2. Pour l'application du présent règlement, le système électronique d'appel d'offres est celui approuvé par le gouvernement en vertu de l'article 11 de la Loi.

CHAPITRE II

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES PUBLIC

SECTION I

DISPOSITION GÉNÉRALE

3. La procédure d'appel d'offres public doit être réalisée conformément aux dispositions du présent chapitre et à celles du chapitre III.

Toutefois, lorsqu'un organisme public procède à un appel d'offres public pour l'adjudication d'un contrat comportant une dépense inférieure au seuil d'appel d'offres public prévu au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 10 de la Loi, le délai de réception des soumissions prévu au paragraphe 10° du deuxième alinéa de l'article 4, l'exigence quant au lieu de l'établissement prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6, le délai de transmission d'un addenda prévu au deuxième alinéa de l'article 12 et la composition du comité de sélection prévue au deuxième alinéa de l'article 28 peuvent différer.

De même, lorsqu'il s'agit d'un contrat à commandes ou d'un contrat à exécution sur demande visé au chapitre IV, la procédure d'appel d'offres public doit, lorsqu'applicable, tenir également compte des dispositions particulières prévues à ce chapitre.

SECTION II

APPEL D'OFFRES PUBLIC

§1. Documents d'appel d'offres

4. Tout appel d'offres public s'effectue au moyen d'un avis diffusé dans le système électronique d'appel d'offres.

Cet avis fait partie des documents d'appel d'offres et indique :

1° le nom de l'organisme public;

2° la description sommaire des besoins ainsi que le lieu de livraison des biens ou d'exécution des services, le cas échéant;

3° la description sommaire des options, le cas échéant;

4° une mention à l'effet qu'un dialogue compétitif sera effectué, le cas échéant;

5° la nature et le montant de la garantie de soumission exigée, le cas échéant;

[6]. COMMENTAIRE

Nous comprenons qu'un paragraphe semblable existe aussi dans le règlement actuel, c.-à-d. le chapitre C-65.1, r. 2. Les demandes garanties de soumission dans les appels d'offres sont très rarement utilisées chez nos membres. Particulièrement dans le contexte d'achat de logiciels, de développements logiciels et de services-conseils.

Même si l'utilisation de l'expression « le cas échéant » suggère que les garanties de soumissions pourraient être utilisées de façon occasionnelle. Nous sommes préoccupés parce que cette pratique est assez systématique dans les villes et les municipalités. Nous observons clairement qu'elle freine les PME en TIC à soumissionner. Nous comprenons que cette pratique peu très bien être pertinente dans d'autres secteurs comme la construction, cependant nous ne voyons pas la valeur ajoutée de cette pratique de garantie de soumission pour le gouvernement pour le secteur des TIC.

Attention : Notre propos ne s'applique pas aux garanties d'exécution, mais bien aux garanties de soumission.

[7]. RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'article 4 du présent règlement, la suppression du paragraphe 5° du deuxième alinéa.

6° l'applicabilité ou non d'un accord intergouvernemental au sens de l'article 2 de la Loi;

7° l'endroit où obtenir des renseignements;

8° une mention selon laquelle les documents d'appel d'offres ne peuvent être obtenus que par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres;

9° le cas échéant, une mention à l'effet que les soumissions peuvent être transmises par voie électronique et que cette transmission ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres;

10° l'endroit prévu ainsi que la date et l'heure limites fixées pour la réception et l'ouverture des soumissions autres que les soumissions déposées à la suite d'un dialogue compétitif, le délai de réception ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de la date de la diffusion de cet avis;

11° le fait que l'organisme ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Pour l'application du présent règlement, on entend par « option » une option de renouvellement ou une option concernant, selon le cas, l'acquisition de biens supplémentaires identiques à ceux initialement acquis tenant compte, le cas échéant, de l'évolution technologique, ou la prestation de services supplémentaires de même nature que ceux initialement requis, offerts au même prix et destinés à répondre aux besoins visés au paragraphe 2° du deuxième alinéa.

[8]. QUESTION

Le concept « option » suggère aussi de discuter de la durée de cette option.

Par exemple, peut-on penser signer un contrat de 5 ans avec une option de renouvellement de 3 ans comme il se fait au gouvernement fédéral ?

Les articles 42 et 45 spécifient un maximum de 5 ans pour les contrats à commandes et les contrats à exécution sur demande. Quand est-il des autres types de contrats ?

Par ailleurs, les aléas économiques que nous subissons depuis quelques années dans le milieu des technologies de l'information ne permettent pas tout le temps de prédire ce que sera le prix d'un bien ou d'un service sur un horizon de plus de 3 ans. Ces aléas sont par exemple, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la fluctuation du dollar, les mesures fiscales à la R&D, pour nommer que ceux-ci.

Or, le concept « d'offerts au même prix » pourrait-il offrir une certaine flexibilité pour tenir en compte de ces aléas discutés précédemment? Par exemple, une augmentation maximale de X% par année pourrait être envisagée. Nous observons que cette dernière façon de faire est utilisée à l'occasion dans les appels d'offres des M/O.

[9]. COMMENTAIRE

À titre indicatif, les fluctuations depuis trois ans relativement au dollar canadien par rapport au dollar américain sont (en date de décembre 2015) :

1. Augmentation 18.79% depuis décembre 2014;
2. Augmentation 28.83% depuis décembre 2013;
3. Augmentation 38.44% depuis décembre 2012;

Source : Banque du Canada - Moyennes mensuelles des taux de change — dix dernières années

[10]. RECOMMANDATION

Nous recommandons au dernier aliéna de l'article 4 du présent règlement, d'ajouter une notion de flexibilité à l'égard du concept « offerts au même prix ». Une notion d'augmentation maximale de 5% nous semble raisonnable.

5. Un organisme public doit prévoir dans ses documents d'appel d'offres :

1° la description des besoins et des modalités de livraison ou d'exécution, selon le cas;

- 2° le cas échéant, la description des options;
- 3° les conditions d'admissibilité exigées d'un fournisseur ou d'un prestataire de services et les conditions de conformité des soumissions;
- 4° la liste des documents ou autres pièces exigés des fournisseurs ou des prestataires de services;
- 5° les modalités d'ouverture des soumissions;
- 6° lorsqu'une évaluation de la qualité des soumissions est prévue, les règles d'évaluation, incluant les critères retenus et, aux fins de l'application de l'annexe 2, leur poids respectif;
- 7° la règle d'adjudication du contrat, laquelle comprend, le cas échéant, les éléments sur lesquels l'organisme se fonde aux fins de l'ajustement des prix pour le calcul du coût total d'acquisition visé à l'article 16, les modalités de calcul applicables aux fins de l'adjudication ainsi que les modalités du dialogue compétitif;
- 8° s'il s'agit de l'adjudication d'un contrat de services, le contrat à être signé;
- 9° tout autre renseignement requis en vertu du présent règlement.

§2. Conditions d'admissibilité

6. Les conditions d'admissibilité exigées d'un fournisseur ou d'un prestataire de services pour la présentation d'une soumission sont les suivantes :

- 1° posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires;
- 2° avoir au Québec ou dans un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;
- 3° satisfaire à toute autre condition d'admissibilité prévue dans les documents d'appel d'offres.

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, lorsque la concurrence est insuffisante, l'organisme public peut rendre admissible, selon le cas, tout fournisseur ou tout prestataire de services qui a un établissement dans un territoire non visé par un accord intergouvernemental applicable, à la condition qu'il en fasse mention dans les documents d'appel d'offres.

^[11] QUESTION

Dans l'alinéa précédent, est-ce un « fournisseur » ou un « territoire non visé par un accord intergouvernemental » que l'organisme public rend admissible?

1. Dans le premier cas, s'il s'agit d'un fournisseur. Publier un appel d'offres où un fournisseur est nommément identifié comme admissible peut très certainement occasionner quelques problématiques au niveau des perceptions. Cette façon de faire pourrait très bien être perçue comme un appel d'offres dirigé. Mais probablement que nous faisons une mauvaise interprétation. Est-ce le cas ?

Par ailleurs, serait-il possible d'éclaircir la notion de « lorsque la concurrence est insuffisante »? Est-ce qu'il s'agit du nombre de soumissionnaires? Si tel est le cas, est-ce que le nombre de soumissions visées sera connu et rendu public au moment de l'appel d'offres?

Le défaut de respecter l'une de ces conditions rend le soumissionnaire inadmissible.

7. Un organisme public peut, à la condition qu'il en fasse mention dans les documents d'appel d'offres, se réserver la possibilité de refuser tout soumissionnaire qui, au cours des 2 années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet de la part de cet organisme d'une évaluation de rendement insatisfaisant, a omis de donner suite à une soumission ou à un contrat, ou a fait l'objet d'une résiliation de contrat en raison de son défaut d'en respecter les conditions.

^[12] **COMMENTAIRE**

Le concept « d'évaluation de rendement insatisfaisant » est préoccupant. Il est important de bien comprendre l'ensemble des incidences d'un tel concept. Nous reviendrons sur ce concept plus loin dans le document.

§3. *Conditions de conformité*

8. Les conditions de conformité doivent indiquer les cas qui entraînent le rejet automatique d'une soumission, soit :

1° le non-respect de la date et de l'heure limites fixées pour la réception des soumissions et, dans le cas d'une soumission transmise sur support papier, le non-respect de l'endroit prévu pour sa réception;

2° dans le cas d'une soumission transmise sur support papier, l'absence d'une signature requise d'une personne autorisée sur le document constatant l'engagement du soumissionnaire ou sur celui relatif au prix soumis;

^[13] **QUESTION**

Notre compréhension et notre interprétation du paragraphe 2°, nous amène à croire que le rejet automatique au niveau des signatures de documents arrive seulement pour le document permettant de constater l'engagement du soumissionnaire ou sur celui relatif à l'engagement du soumissionnaire par rapport au prix soumis.

Nonobstant le paragraphe précédent, dans tous les autres cas d'une signature d'un document, l'article 9 s'appliquera. En termes pratiques, ceci veut dire qu'un fournisseur qui a oublié de signer un formulaire comme celui relativement à l'Office de la langue française ou celui de la protection des renseignements personnels aura la possibilité d'y remédier en vertu de l'article 9 de ce règlement. Est-ce bien le cas?

3° une soumission conditionnelle ou restrictive;

4° dans le cas d'une soumission transmise par voie électronique, le fait qu'elle ne l'ait pas été par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres ou le fait qu'elle soit inintelligible, infectée ou autrement illisible une fois son intégrité établie;

5° le fait que le prix soumis et la démonstration de la qualité ne soient pas présentés séparément tel que l'exige le deuxième alinéa de l'article 15, le cas échéant;

6° le non-respect de toute autre condition de conformité indiquée dans les documents d'appel d'offres comme entraînant le rejet automatique d'une soumission.

Les conditions de conformité doivent aussi indiquer que le dépôt par un soumissionnaire de plusieurs soumissions pour un même appel d'offres entraîne le rejet automatique de toutes ses soumissions. Pour l'application du présent alinéa, la transmission d'une même soumission par voie électronique et sur support papier est réputée être un dépôt de plusieurs soumissions.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
<p>Les conditions de conformité doivent aussi indiquer que le dépôt par un soumissionnaire de plusieurs soumissions pour un même appel d'offres entraîne le rejet automatique de toutes ses soumissions. Pour l'application du présent alinéa, la transmission d'une même soumission par voie électronique et sur support papier est réputée être un dépôt de plusieurs soumissions.</p>	<p>Les conditions de conformité doivent aussi indiquer que le dernier dépôt, avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions, par un soumissionnaire pour un même appel d'offres sera considéré comme l'unique soumission déposée. Pour l'application du présent alinéa, la transmission d'une même soumission par voie électronique et sur support papier est réputée être un dépôt de plusieurs soumissions.</p>	<p>^[14] Commentaire L'article 9 permet de remédier à un défaut. Mais seulement si le M/O en fait la demande. Pourquoi ne pourrait-on pas permettre à un soumissionnaire de resoumettre sa soumission (avant la date et l'heure limites) s'il s'aperçoit d'une erreur dans celle-ci?</p>

9. Les conditions de conformité doivent également indiquer les cas qui entraîneront le rejet de la soumission si le soumissionnaire ne remédie pas à l'irrégularité que lui indique l'organisme public, dans le délai qu'il fixe ou, dans le cas du paragraphe 4° du présent alinéa, dans les 2 jours ouvrables suivants. Constituent de tels cas :

1° l'absence d'un document requis autre qu'un document dont l'absence, le cas échéant, entraîne le rejet automatique d'une soumission;

2° dans le cas d'une soumission transmise sur support papier, l'absence d'une signature requise d'une personne autorisée sur un document autre que ceux à l'égard desquels une telle absence entraîne le rejet automatique d'une soumission;

3° une rature ou une correction apportée au prix soumis et non paraphée;

4° le fait que l'intégrité d'une soumission transmise par voie électronique n'ait pu être établie;

5° tout autre cas prévu dans les documents d'appel d'offres.

Une soumission transmise par voie électronique dans le délai fixé au premier alinéa pour remédier au défaut d'intégrité d'une soumission transmise antérieurement se substitue à cette dernière dès que son intégrité est établie. Cette soumission est alors réputée avoir été transmise avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

10. Les conditions de conformité doivent aussi indiquer qu'une soumission est non conforme et doit être rejetée, après autorisation du dirigeant de l'organisme public en application des dispositions de la section III du chapitre III, si elle comporte un prix anormalement bas.

11. Lorsque l'appel d'offres concerne une acquisition de biens, les conditions de conformité doivent également indiquer qu'une soumission est non conforme et doit être rejetée dans les cas suivants :

- 1° l'ensemble des biens proposés ne satisfont pas aux spécifications techniques requises dans les documents d'appel d'offres;
- 2° le cas échéant, l'ensemble des biens proposés ne réussissent pas les essais de conformité prévus dans les documents d'appel d'offres.

§4. Modification et obtention des documents d'appel d'offres

12. Un organisme public peut modifier ses documents d'appel d'offres au moyen d'un addenda transmis, selon le cas, aux fournisseurs ou aux prestataires de services concernés par l'appel d'offres.

Si la modification est susceptible d'avoir une incidence sur les prix, l'addenda doit être transmis au moins 7 jours avant la date limite de réception des soumissions; si ce délai ne peut être respecté, la date limite de réception des soumissions doit être reportée d'autant de jours qu'il en faut pour que ce délai minimal soit respecté.

En outre, l'organisme peut, à la condition qu'il en fasse mention dans les documents d'appel d'offres, se réserver la possibilité de ne pas considérer une demande de précision formulée, selon le cas, par un fournisseur ou un prestataire de services, si cette demande lui est transmise moins de 24 heures avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

13. Les documents d'appel d'offres et, le cas échéant, tout addenda les modifiant ne peuvent être obtenus que par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres.

§5. Transmission d'une soumission par voie électronique

14. La transmission d'une soumission par voie électronique ne peut être effectuée que par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres.

CHAPITRE III

MODES D'ADJUDICATION ET TRAITEMENT DES SOUMISSIONS

SECTION I

MODES D'ADJUDICATION

§1. Dispositions générales

15. Pour adjuger un contrat en matière de technologies de l'information, l'organisme public sollicite uniquement un prix ou évalue la qualité d'une soumission et sollicite un prix, puis sélectionne la soumission économiquement la plus avantageuse.

Lorsque pour une même étape, un prix est sollicité et une évaluation de la qualité est prévue, le prix et la démonstration de la qualité doivent être présentés séparément afin de permettre l'application du premier alinéa de l'article 28.

16. Pour déterminer le prix le plus bas ou le prix ajusté le plus bas aux fins de l'adjudication d'un contrat en vertu, selon le cas, de l'article 17, 18, 19, 23 ou 44 qui comprend une acquisition de biens, un organisme public peut considérer des coûts additionnels liés à cette acquisition. Ces coûts additionnels sont ajoutés, selon le cas, aux prix soumis ou aux prix ajustés conformément à l'article 8 de l'annexe 2, de façon à établir le coût total d'acquisition pour l'organisme.

L'ajustement des prix effectué conformément au premier alinéa doit être fondé sur des éléments quantifiables et mesurables identifiés aux documents d'appel d'offres. Il doit en outre s'effectuer après le dépôt des soumissions selon les renseignements contenus dans chaque soumission.

Pour l'application du présent règlement, les coûts additionnels correspondent aux coûts que devrait assumer l'organisme pendant la durée de vie utile des biens acquis. Ils peuvent notamment comprendre des coûts d'installation, d'entretien, de soutien, de configuration, de licence, d'évolution, d'interopérabilité et de formation qui ne sont pas.

^[15] COMMENTAIRE

L'article 16 est très intéressant relativement à la notion de coût total d'acquisition. Le deuxième alinéa mentionne bien que les éléments permettant le calcul des coûts additionnels doivent être « quantifiables et mesurables identifiés aux documents d'appel d'offres ».

Il est important que ces coûts additionnels soient prévisibles par les soumissionnaires. Le processus de calcul doit être le même pour chacun.

Attention : Il est très facile d'évaluer arbitrairement un coût additionnel. Les mots clés « transparence » et « prévisibilité » seront importants pour l'évaluation des coûts additionnels. Il sera aussi important de suivre de près les pratiques utilisées par les M/O pour évaluer ces coûts. Une bonne pratique et une bonne gestion permettront assurément d'atteindre l'esprit et les objectifs de cet article.

Il sera nécessaire d'envisager de mettre en place un processus de révision de l'évaluation des coûts calculés dans le cas où un soumissionnaire n'est pas d'accord avec son évaluation des coûts additionnels.

[16]. RECOMMANDATION

Nous recommandons que la méthodologie de calcul du coût total d'acquisition soit inscrite au document d'appel d'offres.

[17]. RECOMMANDATION

Nous recommandons que la valeur du coût total d'acquisition soit communiquée et discutée avec les soumissionnaires avant l'attribution du contrat.

§2. Contrat adjudgé selon le prix le plus bas

17. Lorsqu'aux fins de l'adjudication d'un contrat un organisme public sollicite uniquement un prix, il adjudge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix le plus bas.

§3. Contrat adjudgé à la suite d'une évaluation de la qualité

18. Lorsqu'aux fins de l'adjudication d'un contrat un organisme public effectue une évaluation de la qualité des soumissions fondée sur l'atteinte du niveau minimal de qualité, il doit appliquer les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 1 et adjudger le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix le plus bas.

Lorsqu'aux mêmes fins, l'organisme effectue une évaluation de la qualité des soumissions fondée sur la mesure du niveau de qualité suivie du calcul du rapport qualité-prix, il doit appliquer les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 et adjudger le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix ajusté le plus bas.

§4. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant 2 étapes

[18]. COMMENTAIRE

Le concept de services est flou. Est-ce qu'il existe une définition de ce que veut dire « services »?

Pourrait-on ajouter une définition de ce qu'est un fournisseur de services? Par exemple : Entreprises offrant des services ou solutions technologiques, qui sont soit des services à taux horaire, des services à forfait, des services pour développement de solutions TI, logiciels et autres applications en mode infonuagique ou mode client-serveur.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
--------------	---------------	--------------

<p>§4. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant 2 étapes</p>	<p>§4. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant 2 étapes</p>	<p>^[19]Commentaire Nous interprétons que l'achat d'un logiciel n'est pas couvert par un contrat de services dans ce règlement. Il arrive très souvent que l'achat d'un logiciel utilise 2 étapes pour l'adjudication d'un contrat.</p> <p>Nous suggérons alors de remplacer l'expression « contrat de services » par « contrat » à l'intitulé des sections §4 et §5 ainsi qu'aux articles 19, 20, 21 et 23.</p>
---	--	---

19. Un organisme public peut procéder à un appel d'offres en 2 étapes pour l'adjudication d'un contrat de services.

Il sélectionne d'abord les prestataires de services en sollicitant uniquement une démonstration de la qualité conformément à l'annexe 1 ou aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. Dans ce dernier cas, les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires sélectionnés qui seront invités à participer à la deuxième étape.

L'organisme invite par la suite les prestataires de services sélectionnés à présenter une soumission comportant soit uniquement un prix, soit une démonstration de la qualité et un prix. Dans le premier cas, l'organisme adjuge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix le plus bas; dans le second, il applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 et adjuge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix ajusté le plus bas.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
<p>19. Un organisme public peut procéder à un appel d'offres en 2 étapes pour l'adjudication d'un contrat de services.</p> <p>Il sélectionne d'abord les prestataires de services en sollicitant uniquement une démonstration de la qualité conformément à l'annexe 1 ou aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. Dans ce dernier cas, les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires sélectionnés qui seront invités à participer à la deuxième étape.</p> <p>L'organisme invite par la suite les prestataires de services sélectionnés à présenter une soumission comportant soit uniquement un prix, soit une démonstration de la qualité et un</p>	<p>19. Un organisme public peut procéder à un appel d'offres en 2 étapes pour l'adjudication d'un contrat de services.</p> <p>Il sélectionne d'abord les prestataires de services en sollicitant uniquement une démonstration de la qualité conformément à l'annexe 1 ou aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. Dans ce dernier cas, les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires sélectionnés qui seront invités à participer à la deuxième étape.</p> <p>L'organisme invite par la suite les prestataires de services sélectionnés à présenter une soumission comportant soit uniquement un prix, soit une démonstration de la qualité et un</p>	<p>^[20]Commentaire Voir commentaire modification précédente.</p>

<p>prix. Dans le premier cas, l'organisme adjudge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix le plus bas; dans le second, il applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 et adjudge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix ajusté le plus bas.</p>	<p>prix. Dans le premier cas, l'organisme adjudge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix le plus bas; dans le second, il applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 et adjudge le contrat au soumissionnaire qui a soumis le prix ajusté le plus bas.</p>	
---	---	--

§5. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant un dialogue compétitif

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
<p>§5. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant un dialogue compétitif</p>	<p>§5. Contrat de services adjudgé à la suite d'un appel d'offres comportant un dialogue compétitif</p>	<p>^[21]. Commentaire Voir commentaire modification précédente.</p>

20. Lorsque les besoins d'un organisme public présentent un haut degré de complexité, l'organisme peut, pour l'adjudication d'un contrat de services et après autorisation de son dirigeant, procéder à un appel d'offres comportant un dialogue compétitif.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
<p>20. Lorsque les besoins d'un organisme public présentent un haut degré de complexité, l'organisme peut, pour l'adjudication d'un contrat de services et après autorisation de son dirigeant, procéder à un appel d'offres comportant un dialogue compétitif.</p>	<p>20. Lorsque les besoins d'un organisme public présentent un haut degré de complexité, l'organisme peut, pour l'adjudication d'un contrat de services et après autorisation de son dirigeant, procéder à un appel d'offres comportant un dialogue compétitif.</p>	<p>^[22]. Commentaire Voir commentaire modification précédente.</p>

^[23]. **COMMENTAIRE**

En informatique, un besoin qui semble très simple en apparence peut être très complexe à réaliser. À l'inverse, un besoin qui peut sembler complexe peut être très simple à réaliser. D'autres parts, un besoin peut être complexe à réaliser pour un fournisseur A et simple pour un autre fournisseur B.

Le présent article laisse une grande flexibilité à l'organisme pour déterminer les projets qui ont un haut degré de complexité. Nous ne croyons pas que ceci cause un problème. Au contraire, nous croyons que plus il y aura d'appels d'offres comportant un dialogue compétitif mieux ça sera. Un dialogue compétitif permet aux parties de mieux comprendre les besoins et les biens livrables. Nous sommes persuadés que même si cette procédure peut s'avérer un peu plus coûteuse en amont, elle s'avéra bénéfique en aval pour la réalisation et le respect des coûts.

Attention : Notre préoccupation est au niveau de l'adoption d'une telle pratique par les organismes. Comment encourager et/ou obliger les M/O à utiliser les appels d'offres comportant un dialogue compétitif ? Peut-on établir une règle objective ?

Il sera nécessaire d'envisager de mettre en place un processus qui permet d'encourager et de suivre cette nouvelle approche.

21. L'organisme public appelle d'abord les prestataires de services à déposer une soumission initiale pour en évaluer la qualité conformément aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. L'évaluation porte particulièrement sur la capacité de chaque soumissionnaire et de chaque solution proposée à répondre aux besoins de l'organisme.

Les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires qui seront appelés à participer au dialogue compétitif, lequel ne peut être inférieur à 3.

Toutefois, si seulement 2 soumissionnaires satisfont aux critères de sélection, l'organisme peut, après autorisation de son dirigeant, continuer la procédure avec ces soumissionnaires.

^[24]. **QUESTION**

Qu'arrive-t-il s'il y a un seul soumissionnaire qui satisfait aux critères de sélection ? Est-ce que l'appel d'offres est annulé? Est-ce que le processus de négociation continue?

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
--------------	---------------	--------------

<p>21. L'organisme public appelle d'abord les prestataires de services à déposer une soumission initiale pour en évaluer la qualité conformément aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. L'évaluation porte particulièrement sur la capacité de chaque soumissionnaire et de chaque solution proposée à répondre aux besoins de l'organisme.</p> <p>Les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires qui seront appelés à participer au dialogue compétitif, lequel ne peut être inférieur à 3.</p> <p>Toutefois, si seulement 2 soumissionnaires satisfont aux critères de sélection, l'organisme peut, après autorisation de son dirigeant, continuer la procédure avec ces soumissionnaires.</p>	<p>21. L'organisme public appelle d'abord les prestataires de services à déposer une soumission initiale pour en évaluer la qualité conformément aux articles 1 à 7 de l'annexe 2. L'évaluation porte particulièrement sur la capacité de chaque soumissionnaire et de chaque solution proposée à répondre aux besoins de l'organisme.</p> <p>Les documents d'appel d'offres doivent indiquer le nombre de soumissionnaires qui seront appelés à participer au dialogue compétitif, lequel ne peut être inférieur à 3.</p> <p>Toutefois, si seulement 2 soumissionnaires satisfont aux critères de sélection, l'organisme peut, après autorisation de son dirigeant, continuer la procédure avec ces soumissionnaires.</p>	<p>^[25] Commentaire Voir commentaire modification précédente.</p> <p>Quant à la capacité des soumissionnaires, nous estimons important de préciser ici que l'évaluation devrait porter sur l'expertise de l'entreprise (ex.PME). Nous souhaitons éviter que la taille de l'entreprise soit un critère d'exclusion.</p>
---	--	--

22. L'organisme public tient ensuite un dialogue avec chaque soumissionnaire sélectionné. Le dialogue doit s'effectuer en présence d'un vérificateur de processus indépendant désigné par l'organisme. Ce vérificateur est principalement chargé de s'assurer que le dialogue se tient de façon équitable à l'égard de tous les soumissionnaires et de manière à assurer la transparence du processus contractuel en cours.

Le dialogue compétitif vise essentiellement à préciser ou à développer avec chaque soumissionnaire sélectionné une solution susceptible de répondre aux besoins de l'organisme et sur la base de laquelle chacun sera ensuite invité à présenter une offre finale. Il porte notamment sur les moyens technologiques pouvant répondre aux besoins de l'organisme, sur l'échéancier de la prestation ainsi que sur diverses modalités contractuelles.

23. Lorsque l'organisme public est d'avis, après avoir dialogué avec chacun des soumissionnaires sélectionnés, qu'il existe plusieurs solutions susceptibles de répondre à ses besoins, il les invite à présenter, dans le délai qu'il fixe, une soumission finale comportant un prix ainsi qu'une démonstration de la qualité eu égard à la solution discutée et précisée lors du dialogue.

L'organisme applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 puis adjuge le contrat au prestataire de services qui a soumis le prix ajusté le plus bas.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
--------------	---------------	--------------

<p>23. Lorsque l'organisme public est d'avis, après avoir dialogué avec chacun des soumissionnaires sélectionnés, qu'il existe plusieurs solutions susceptibles de répondre à ses besoins, il les invite à présenter, dans le délai qu'il fixe, une soumission finale comportant un prix ainsi qu'une démonstration de la qualité eu égard à la solution discutée et précisée lors du dialogue.</p> <p>L'organisme applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 puis adjuge le contrat au prestataire de services qui a soumis le prix ajusté le plus bas.</p>	<p>23. Lorsque l'organisme public est d'avis, après avoir dialogué avec chacun des soumissionnaires sélectionnés, qu'il existe plusieurs solutions susceptibles de répondre à ses besoins, il les invite à présenter, dans le délai qu'il fixe, une soumission finale comportant un prix ainsi qu'une démonstration de la qualité eu égard à la solution discutée et précisée lors du dialogue.</p> <p>L'organisme applique les conditions et modalités d'évaluation prévues à l'annexe 2 puis adjuge le contrat au prestataire de services qui a soumis le prix ajusté le plus bas.</p>	<p>^[26]Commentaire Voir commentaire modification précédente.</p>
---	--	--

^[27]**COMMENTAIRE**

Notre compréhension de l'objectif du dialogue compétitif est de choisir la meilleure solution répondant aux besoins de l'organisme à coût minimal. En d'autres termes, quelle solution permet d'avoir l'assurance relativement à la qualité, à la faisabilité et la pérennité du projet à coût minimum. Il nous semble qu'appliquer tel quel les paramètres de l'annexe 2 sans modifier le paramètre K (de façon à mettre plus d'emphase sur la qualité) ne répond pas bien à l'esprit de la mise en place d'un dialogue compétitif.

Nous faisons une recommandation à l'annexe 2 relativement au paramètre K.

SECTION II

TRAITEMENT DES SOUMISSIONS

24. Dans le cas où une soumission est transmise par voie électronique, l'organisme public doit, lors de l'ouverture des soumissions, s'assurer que cette soumission est intègre.

^[28]**QUESTION**

Est-ce qu'on parle de la même notion d'intégrité que celle énoncée à l'article 6 de la loi C-1.1 - Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information? Dans un tel cas, est-ce que les documents déposés devront être en PDF et être signés numériquement à l'aide d'un certificat ?

Autrement, est-ce qu'une soumission intègre est seulement un document technologique au sens de l'article 3 de la loi C-1.1? Dans ce cas, un document PDF lisible par Acrobat Reader, mais non signé numériquement serait considéré comme une soumission intègre. Est-ce le cas?

25. Lorsqu'un organisme public adjuge un contrat conformément à l'article 17 ou à l'article 18, il ouvre publiquement les soumissions en présence d'un témoin à l'endroit prévu ainsi qu'à la date et à l'heure limites fixées dans les documents d'appel d'offres, à moins que les soumissions soient sous la forme d'une liste de prix dont l'ampleur ou la configuration ne permet pas d'identifier un prix total.

Lors de l'ouverture, l'organisme divulgue le nom des soumissionnaires ayant soit présenté une soumission sur support papier, soit transmis par voie électronique une soumission dont l'intégrité a été établie. Lorsque l'appel d'offres concerne l'adjudication d'un contrat sans évaluation de la qualité, le prix total respectif de ces soumissions est également divulgué, sous réserve toutefois de vérifications ultérieures.

L'organisme rend disponible, dans les 4 jours ouvrables, le résultat de l'ouverture publique des soumissions dans le système électronique d'appel d'offres en ajoutant, le cas échéant, les renseignements visés au deuxième alinéa à l'égard des soumissions dont l'intégrité a pu être établie depuis cette ouverture.

26. Lorsqu'un organisme public procède à un appel d'offres comportant plus d'une étape suivant l'article 19 ou l'article 20, les soumissions présentées lors de la première étape sont ouvertes uniquement en présence du secrétaire du comité de sélection ou de son représentant à l'endroit prévu ainsi qu'à la date et à l'heure limites fixées dans les documents d'appel d'offres.

L'organisme publie dans le système électronique d'appel d'offres le nom des soumissionnaires ayant participé à la première étape dans les 4 jours ouvrables suivant l'ouverture publique des soumissions déposées lors de la dernière étape en ajoutant, le cas échéant, le nom des soumissionnaires ayant déposé lors de la première étape une soumission dont l'intégrité a pu être établie depuis l'ouverture des soumissions visée au premier alinéa.

Dans le cas d'un appel d'offres comportant 2 étapes, les dispositions de l'article 25 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard des soumissions présentées lors de la deuxième étape.

Dans le cas d'un appel d'offres comportant un dialogue compétitif, l'organisme ouvre publiquement les soumissions présentées lors de la dernière étape en présence d'un témoin à l'endroit prévu ainsi qu'à la date et à l'heure limites fixées lors de l'invitation des soumissionnaires sélectionnés à présenter une soumission finale. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 25 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

27. L'organisme public procède à l'examen des soumissions reçues en vérifiant l'admissibilité des soumissionnaires et la conformité de leur soumission.

Toutefois, lorsque les documents d'appel d'offres prévoient des essais de conformité, ceux-ci sont d'abord effectués à l'égard des biens proposés par le soumissionnaire qui, n'eût été de ces essais, serait l'adjudicataire. Ils ne sont ensuite effectués à l'égard des biens proposés par le soumissionnaire suivant que si les biens proposés par le soumissionnaire précédent ne réussissent pas les essais de conformité et ainsi de suite jusqu'à ce que les essais soient réussis. Cependant, dans le cas d'un contrat à commandes conclu avec plusieurs fournisseurs, les essais de conformité sont effectués à l'égard des biens proposés par tous les soumissionnaires retenus.

Si l'organisme rejette une soumission parce qu'elle n'est pas conforme ou parce que le soumissionnaire n'est pas admissible, il en informe le soumissionnaire en mentionnant la raison de ce rejet au plus tard 15 jours après l'adjudication du contrat. Toutefois, lorsque ce rejet s'effectue lors de la première étape d'un appel d'offres qui en comporte plus d'une, l'organisme en informe le soumissionnaire au moment de transmettre aux soumissionnaires retenus l'invitation à participer à l'étape subséquente.

28. Les soumissions présentées dans le cadre d'un appel d'offres comportant une démonstration de la qualité sont évaluées par un comité de sélection constitué à cette fin par l'organisme public. Le comité procède à l'évaluation de la qualité, et ce, sans connaître le prix soumis.

Le comité de sélection doit être composé d'un secrétaire chargé d'en coordonner les activités et d'un minimum de 3 membres.

^[29] **QUESTION**

L'article 13 de la Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics, stipule que le comité de sélection est composé d'un secrétaire chargé de coordonner les activités et d'un minimum de trois membres **dont au moins un doit être externe** à l'organisme concerné par l'appel d'offres.

Quel est le profil du secrétaire? Est-ce qu'il est prévu qu'un représentant des ressources matérielles sera toujours présent. Qui s'assure de la conformité du processus?

Pourquoi l'alinéa précédent ne parle plus du membre externe?

Le fait d'avoir un membre externe nommé au comité démontre une plus grande intégrité, tout au moins au niveau de la perception.

29. L'organisme public adjuge le contrat conformément aux dispositions de la section I du présent chapitre.

L'organisme peut toutefois négocier le prix soumis et le prix indiqué au contrat peut alors être inférieur au prix soumis lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° un seul soumissionnaire a présenté une soumission conforme ou, si le contrat est adjugé à la suite d'une évaluation de la qualité, un seul soumissionnaire a présenté une soumission acceptable;
- 2° le soumissionnaire a consenti un nouveau prix;

3° il s'agit de la seule modification apportée aux conditions énoncées dans les documents d'appel d'offres ou à la soumission dans le cadre de cette négociation.

30. Lorsqu'il y a égalité des résultats à la suite d'un appel d'offres, l'adjudicataire est déterminé par tirage au sort.

31. L'adjudication du contrat se produit au moment où le choix de l'adjudicataire est effectué par l'organisme public ou, le cas échéant, lorsque le tirage au sort a lieu.

32. Lorsqu'aux fins de l'adjudication, l'organisme public a considéré des coûts additionnels conformément à l'article 16, il transmet à chaque soumissionnaire la valeur des coûts additionnels le concernant dans les 15 jours suivant l'adjudication du contrat.

^[30]. **COMMENTAIRE**

La problématique ici est que si un soumissionnaire n'est pas d'accord avec le calcul des coûts additionnels effectué par l'organisme en regard à sa soumission, il est alors impossible pour lui (en pratique) de contester son évaluation puisque le contrat a été attribué lorsqu'il reçoit son évaluation.

Attention : Nous anticipons beaucoup de frustrations si cette procédure n'est pas bien encadrée. En pratique, une fois le contrat attribué, il n'y plus rien à faire. Une contestation ou une plainte d'un fournisseur ne ferait que nuire à sa réputation auprès des M/O.

Voir aussi nos recommandations précédentes à l'article 16.

33. Lorsque la procédure d'adjudication comporte une évaluation de la qualité, l'organisme public informe chaque soumissionnaire du résultat de l'évaluation de la qualité de sa soumission pour chacune des étapes comprenant une telle évaluation à laquelle il a participé. Cette communication s'effectue dans les 15 jours suivant l'adjudication du contrat ou, dans le cas des articles 19 et 21, au moment de transmettre aux soumissionnaires retenus l'invitation à participer à l'étape subséquente.

Les renseignements transmis au soumissionnaire dans le cas où l'annexe 1 s'applique sont :

- 1° la confirmation de l'acceptation ou non de sa soumission;
- 2° selon le cas, le nom des soumissionnaires qualifiés pour l'étape subséquente ou le nom de l'adjudicataire et le prix soumis par celui-ci.

Les renseignements transmis au soumissionnaire dans le cas où l'annexe 2 s'applique sont :

- 1° la confirmation de l'acceptation ou non de sa soumission;
- 2° sa note pour la qualité, son prix ajusté et son rang en fonction des prix ajustés;

3° selon le cas, le nom des soumissionnaires qualifiés pour l'étape subséquente ou le nom de l'adjudicataire, sa note pour la qualité, le prix qu'il a soumis ainsi que le prix ajusté qui en découle.

En outre, l'organisme doit, sur demande écrite d'un soumissionnaire transmise dans les 30 jours suivant la communication effectuée en vertu du premier alinéa, lui présenter les résultats de l'évaluation de sa soumission pour chacun des critères utilisés pour l'appréciation de la qualité et lui exposer sommairement les motifs justifiant le fait que sa soumission n'ait pas été retenue. Cette rétroaction doit s'effectuer, selon le cas, dans les 30 jours suivant la date de réception de la demande du soumissionnaire si celle-ci est présentée après l'adjudication du contrat ou dans les 30 jours suivant la date de l'adjudication si la demande est transmise avant cette date.

^[31] **COMMENTAIRE**

L'expression « chacun des critères utilisés pour l'appréciation de la qualité et lui exposer sommairement les motifs justifiant le fait que sa soumission n'ait pas été retenue » ne précise pas le degré de détail. Généralement, les discussions entre soumissionnaire et organisme tournent autour des 4 à 7 critères principaux. Les discussions ne vont pas jusqu'à discuter des sous-critères.

Dans un contexte d'amélioration de la qualité des soumissions des fournisseurs, nous aimerions que les résultats de l'évaluation des soumissions soient suffisamment détaillés pour corriger les lacunes qui ont été soulevées par le comité.

SECTION III

SOUSSION DONT LE PRIX EST ANORMALEMENT BAS

34. Le prix d'une soumission est anormalement bas si une analyse sérieuse et documentée effectuée par le comité visé à l'article 36 démontre que le prix soumis ne peut permettre au soumissionnaire de réaliser le contrat selon les conditions des documents d'appel d'offres sans mettre en péril l'exécution du contrat.

35. Lorsqu'un organisme public constate que le prix d'une soumission semble anormalement bas, il demande au soumissionnaire de lui exposer par écrit, dans les 5 jours qui suivent la réception de cette demande, les raisons justifiant ce prix.

36. Si le soumissionnaire ne transmet pas ses explications dans le délai prévu à l'article 35 ou si, malgré les explications fournies, l'organisme public considère toujours que le prix semble anormalement bas, il transmet la soumission pour analyse à un comité constitué à cette fin.

Le comité est composé du responsable de l'observation des règles contractuelles de l'organisme et d'au moins 3 membres désignés par le dirigeant de l'organisme qui ne sont pas impliqués dans la procédure d'adjudication.

Le responsable de l'observation des règles contractuelles coordonne les travaux du comité.

37. Lorsqu'il analyse la soumission, le comité tient compte des éléments suivants :

- 1° l'écart entre le prix soumis et la valeur estimée de la dépense par l'organisme public, laquelle est confirmée au moyen d'une vérification adéquate et rigoureuse;
- 2° l'écart entre le prix soumis et celui soumis par les autres soumissionnaires ayant présenté une soumission conforme;
- 3° l'écart entre le prix soumis et le prix que l'organisme ou un autre organisme public a payé pour un contrat similaire, en tenant compte du contexte économique;
- 4° les représentations du soumissionnaire sur la présence d'éléments particuliers qui influencent le prix soumis, notamment :
 - a) selon le cas, le mode de fabrication des biens visés par l'appel d'offres et de leurs composants ou les modalités d'exécution de la prestation de services visée par l'appel d'offres;
 - b) les conditions exceptionnellement favorables dont profiterait le soumissionnaire pour l'exécution du contrat;
 - c) le caractère innovant de la soumission;
 - d) les conditions de travail des employés du soumissionnaire ou, le cas échéant, de ses sous-contractants;
 - e) l'aide financière gouvernementale dont le soumissionnaire est bénéficiaire.

38. Le comité expose dans un rapport ses conclusions ainsi que les motifs à leur appui.

Si les conclusions sont à l'effet que le prix soumis n'est pas anormalement bas, le responsable de l'observation des règles contractuelles transmet un exemplaire du rapport au dirigeant de l'organisme public.

Si les conclusions sont à l'effet que le prix soumis est anormalement bas, le responsable de l'observation des règles contractuelles transmet un exemplaire du rapport au soumissionnaire.

39. Le soumissionnaire peut, dans un délai de 10 jours suivant la réception du rapport visé à l'article 38, transmettre par écrit ses commentaires au responsable de l'observation des règles contractuelles de l'organisme public.

40. Après avoir pris connaissance des commentaires, s'il en est, le comité décide s'il maintient ou non les conclusions de son rapport.

Si le comité ne maintient pas les conclusions de son rapport, le responsable de l'observation des règles contractuelles transmet un exemplaire du rapport, mis à jour, au dirigeant de l'organisme public.

Si le comité maintient les conclusions de son rapport, le responsable de l'observation des règles contractuelles transmet un exemplaire du rapport, mis à jour s'il y a lieu, au dirigeant de l'organisme, lequel autorise le rejet de la soumission au plus tard avant l'expiration de la période de validité des soumissions.

41. L'organisme public informe le Conseil du trésor des soumissions rejetées en application de la présente section.

CHAPITRE IV

MODALITÉS PARTICULIÈRES D'ADJUDICATION DES CONTRATS

SECTION I

CONTRAT À COMMANDES

42. Un organisme public peut, pour une durée maximale de 5 ans incluant tout renouvellement, conclure un contrat à commandes en matière de technologies de l'information avec un ou plusieurs fournisseurs lorsque des besoins sont récurrents et que la quantité de biens, le rythme ou la fréquence de leur acquisition sont incertains.

43. L'organisme public indique dans les documents d'appel d'offres les quantités approximatives des biens susceptibles d'être acquis ou, à défaut, la valeur monétaire approximative du contrat et, le cas échéant, les lieux de livraison.

44. Lorsque le contrat à commandes est conclu avec plusieurs fournisseurs, les commandes sont attribuées au fournisseur qui, à l'égard du bien à acquérir, a soumis le prix le plus bas, à moins que ce fournisseur ne puisse y donner suite, auquel cas les autres fournisseurs sont sollicités en fonction de leur rang respectif pour ce même bien.

Toutefois, de telles commandes peuvent être attribuées à l'un ou l'autre des fournisseurs retenus dont le prix soumis à l'égard du bien à acquérir n'excède pas de plus de 10 % le prix le plus bas à la condition que cette règle d'adjudication soit autorisée par le dirigeant de l'organisme public avant la diffusion de l'avis d'appel d'offres.

^[32] QUESTION

Dans le cas de l'achat d'une solution, il peut arriver que plusieurs distributeurs autorisés se soient qualifiés. La différence de prix entre eux est souvent très mince, d'ordinaire en deçà de 10%.

Dans ce cas de figure, sur quel critère le dirigeant pourrait autoriser un distributeur ayant un prix plus élevé.

Ne devrait-il pas, dans une telle éventualité, avoir un processus qui disqualifie un fournisseur?

45. Un contrat à commandes peut permettre au fournisseur retenu de remplacer un bien visé par le contrat par un nouveau bien dans la mesure où ce bien est conforme aux spécifications techniques requises et que son prix n'excède pas celui du bien remplacé.

Lorsque le contrat à commandes est conclu avec plusieurs fournisseurs, chacun d'eux peut réduire le prix d'un bien visé par le contrat ou encore le remplacer conformément au premier alinéa.

L'organisme public doit indiquer dans les documents d'appel d'offres les modalités à respecter pour apporter de telles modifications, de même que le mécanisme qui permettra d'informer les autres fournisseurs retenus des modifications apportées par un fournisseur concurrent.

Pour l'application de l'article 44, le prix d'un bien réduit par un fournisseur en vertu du deuxième alinéa devient le prix soumis par celui-ci pour le bien visé.

SECTION II

CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE

46. Un organisme public peut, pour une durée maximale de 5 ans incluant tout renouvellement, conclure un contrat à exécution sur demande en matière de technologies de l'information avec un ou plusieurs prestataires de services lorsque des besoins sont récurrents et que le nombre de demandes, le rythme ou la fréquence de leur exécution sont incertains.

47. L'organisme public indique dans les documents d'appel d'offres l'étendue des prestations de services qu'il entend requérir ou, à défaut, la valeur monétaire approximative du contrat.

48. Lorsque le contrat à exécution sur demande est conclu avec plusieurs prestataires de services, les demandes d'exécution sont attribuées au prestataire qui a soumis le prix le plus bas à moins que ce prestataire ne puisse y donner suite, auquel cas les autres prestataires sont sollicités en fonction de leur rang respectif.

CHAPITRE V

CONTRATS PARTICULIERS

SECTION I

CONTRAT CONCERNANT L'ACQUISITION DE BIENS OU DE SERVICES INFONUAGIQUES

49. Un contrat pour l'acquisition de biens ou de services infonuagiques peut être conclu de gré à gré avec un fournisseur ou un prestataire de services ayant conclu une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec en application du décret (indiquer ici le numéro et la date du décret) pris en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies :

- 1° le contrat porte sur un bien ou sur la prestation d'un service visé par l'entente-cadre;
- 2° la durée du contrat n'excède pas 3 ans, incluant tout renouvellement;
- 3° le choix du fournisseur ou du prestataire de services par l'organisme public est le plus avantageux pour celui-ci.

Pour déterminer le choix le plus avantageux, l'organisme se fonde :

- 1° soit uniquement sur le prix;
- 2° soit, après autorisation de son dirigeant, sur un ou plusieurs autres critères en lien avec l'objet du contrat, telles la compatibilité technologique, l'accessibilité des biens ou des services, la performance et l'assistance technique.

^[33] COMMENTAIRE

Dans notre mémoire de mai 2015, notre recommandation relativement à l'infonuagique était :

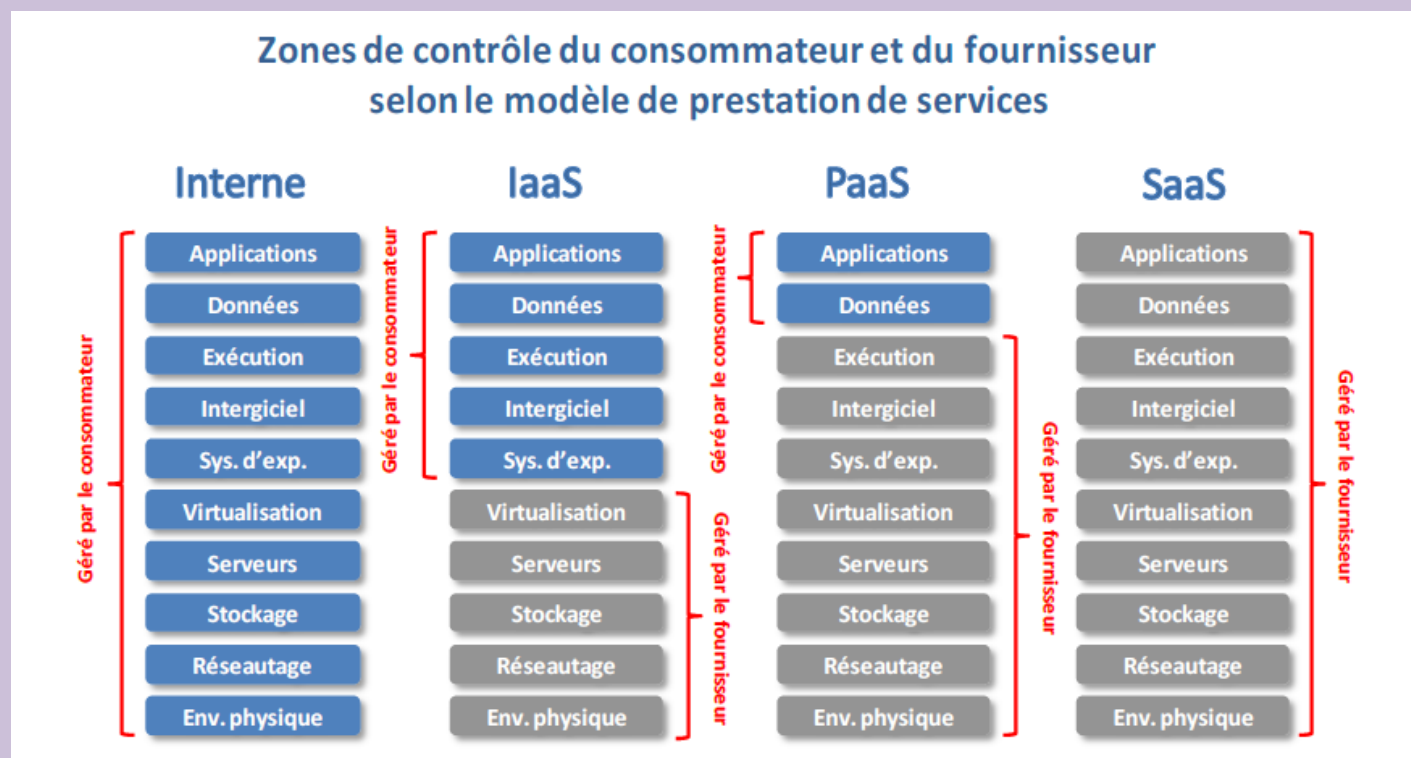
Recommandation 3.2.1 [Accréditation de plateforme infonuagique]:
Accréditer des plateformes infonuagiques de façon à permettre aux fournisseurs d'offrir des solutions aux M/O sur ces plateformes.

L'objectif de cette recommandation était de permettre aux PME éditeurs de logiciel de pouvoir offrir leur solution dans une plateforme infonuagique accréditée.

L'article 49 ne semble pas répondre à cette recommandation.

^[34]. **COMMENTAIRE**

Il y a plusieurs types de biens et services infonuagiques (infrastructures, plateformes ou logiciels). Le tableau de la figure 3 - Zones de contrôle du consommateur et du fournisseur selon le modèle du document intitulé « Guide de l'infonuagique – Volume 1 - Notions fondamentales » du Conseil du trésor présente ces trois types de prestation.



Les trois types de biens et services infonuagiques, sont IaaS, PaaS et SaaS. Notre souhait serait que le CSPQ accrédite des services infonuagiques de type IaaS et PaaS dans un premier temps. Dans un deuxième temps, le CSPQ ou un M/O, par appel d'offres, permettra aux éditeurs logiciels d'offrir leur solution dans les services infonuagiques préalablement accrédités du CSPQ.

^[35] **QUESTION**

Nous aimerions comprendre l'esprit de cet article. Est-ce le premier jalon pour mettre en place une situation comme envisagé avec notre recommandation 3.2.1 ?

Pourquoi cette l'exception du gré à gré et de l'entente-cadre?

SECTION II

CONTRAT LIÉ À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT OU À L'ENSEIGNEMENT

50. Un contrat d'approvisionnement en matière de technologies de l'information relatif à des activités de recherche et de développement ou à des activités d'enseignement peut être conclu de gré à gré lorsque, pour des raisons d'ordre technique ou scientifique, un seul fournisseur est en mesure de le réaliser et il n'existe aucune solution de rechange ou encore de biens de remplacement.

^[36] **COMMENTAIRE**

Cet article vise principalement les universités et les centres de recherche. Nous sommes tout à fait en accord que le gouvernement attribue des contrats avec les universités et centres de recherche. Néanmoins, nous aimerions attirer votre attention sur certaines tendances que nous observons.

1. Il est relativement « facile » d'attribuer un contrat à un centre de recherche ou une université directement. « Facile » dans le sens que la perception est moins négatives que lorsqu'on attribue un contrat directement à une entreprise;
2. Il est très « facile » de trouver des raisons d'ordre technique ou scientifique pour justifier l'attribution d'un contrat. Le fait qu'ils s'agissent d'universités ou de centres de recherche qualifie presque de facto ces raisons;
3. La pression médiatique est moins forte lorsqu'il s'agit de justifier un contrat attribué à une université ou un centre de recherche plutôt qu'une entreprise;
4. Ce type de contrat est difficilement repérable puisqu'il ne fait pas l'objet d'une publication dans le système d'appel d'offres en amont de la signature du contrat;
5. Les contrats peuvent être segmentés en plusieurs petits contrats de moins de 25,000 \$. Ce qui n'est pas coutume pour des contrats attribués à des entreprises;
6. La pression financière que subissent les universités, centres de recherche et OBNL a pour conséquence que ces derniers cherchent de nouvelles façons de financement.

Pour toutes ces raisons, nous sommes préoccupés parce que nous croyons que cet article laisse une très grande flexibilité aux organismes et pourrait facilement créer des débordements.

^[37]. **RECOMMANDATION**

Nous recommandons qu'un avis d'intention soit publié dans le système SEAO ou un autre système public chaque fois qu'un organisme (M/O) à l'intention d'octroyer un contrat de plus de 25,000 \$ en vertu de l'article 50.

^[38]. **RECOMMANDATION**

Nous recommandons qu'un processus de reddition de comptes soit mis en place relativement à l'octroi de contrats en deçà de 25,000 \$ en vertu de l'article 50 et qu'il soit publié une fois par année.

^[39]. **RECOMMANDATION**

Nous recommandons d'utiliser le même processus d'octroi de contrat gré à gré que celui utilisé avec les entreprises.

SECTION III

CONTRAT POUR DES ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

51. Un contrat en matière de technologies de l'information pour les activités à l'étranger d'une délégation générale, d'une délégation ou d'une autre organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger, établie conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1), peut être conclu de gré à gré même s'il comporte une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public prévu à l'article 10 de la Loi. Le cas échéant, le contrat est attribué dans le respect des principes énoncés à l'article 2 de la Loi.

CHAPITRE VI

HOMOLOGATION DE BIENS

[40]. COMMENTAIRE

En matière de technologie de l'information, nous observons que l'homologation de biens est surtout utilisée par les organismes faisant partie du réseau du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Plusieurs types d'homologation de biens existent (voir : <http://ti.msss.gouv.qc.ca/Familles-de-services/Bureau-de-certification-et-d-homologation/Liste-des-produits-et-services-certifies-et-homolo.aspx>) :

1. [Liste des produits et services certifiés](#)
2. Liste des produits et de services technologiques certifiés DME
3. Liste des produits et services technologiques certifiés - DME - Archives
4. Liste des produits et services technologiques certifiés RCQ
5. Liste des produits et services technologiques certifiés SIGDU
6. Liste des produits et services technologiques certifiés SISSS

Ces homologations sont faites par le Bureau de certification et d'homologation du MSSS.

Attention : La liste des produits et services certifiés (<http://ti.msss.gouv.qc.ca/Familles-de-services/Orientations-et-gouvernance/Documents-Orientations/Liste-PS-certifies.aspx>) est désuète. Plusieurs certifications de logiciels datent de plus de 3 ans.

52. Un organisme public procède à une homologation de biens lorsqu'il y a lieu de s'assurer, avant de procéder à un appel d'offres, de la conformité d'un bien à une norme reconnue ou à une spécification technique établie.

53. Un organisme public peut recourir à un processus d'homologation de biens dans la mesure où les exigences suivantes sont respectées :

- 1° l'homologation de biens est précédée d'un avis public à cet effet dans le système électronique d'appel d'offres;
- 2° la liste des biens homologués est diffusée dans le système électronique d'appel d'offres et tout fournisseur est informé de l'acceptation ou de la raison du refus de l'inscription du bien sur cette liste;
- 3° un avis public d'homologation est publié à nouveau au moins une fois l'an, et ce, bien que l'organisme puisse procéder à une homologation à des intervalles variant de 1 à 3 ans.

54. Sauf dans les cas prévus à l'article 13 de la Loi, tout contrat en matière de technologies de l'information subséquent à l'homologation de biens est restreint aux seuls biens homologués et, lorsqu'un tel contrat comporte une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, il doit faire l'objet d'un appel d'offres public ouvert aux seuls fournisseurs de biens homologués.

CHAPITRE VII

QUALIFICATION DE PRESTATAIRES DE SERVICES

55. Un organisme public peut procéder à la qualification de prestataires de services préalablement au processus d'acquisition dans la mesure où les exigences suivantes sont respectées :

1° la qualification de prestataires de services est précédée d'un avis public à cet effet dans le système électronique d'appel d'offres indiquant notamment, compte tenu des adaptations nécessaires, les informations prévues aux paragraphes 1°, 2° et 6° à 10° du deuxième alinéa de l'article 4, à l'exception du délai de réception des demandes de qualification qui ne peut être inférieur à 25 jours à compter de la date de publication de l'avis public de qualification;

2° la liste des prestataires de services qualifiés est diffusée dans le système électronique d'appel d'offres et tout prestataire est informé de l'acceptation ou de la raison du refus de son inscription sur cette liste;

3° un avis public de qualification est publié à nouveau au moins une fois l'an de façon à permettre la qualification d'autres prestataires de services pendant la période de validité de la liste, laquelle ne peut excéder 3 ans;

4° l'avis public de qualification doit demeurer accessible dans le système électronique d'appel d'offres pendant toute la période de validité de la liste.

56. Lorsque l'organisme public évalue le niveau de qualité des demandes de qualification, il constitue un comité de sélection conformément au deuxième alinéa de l'article 28 et applique les conditions et modalités prévues à l'annexe 1 ou aux articles 1 à 7 de l'annexe 2.

57. Sauf dans les cas prévus à l'article 13 de la Loi, tout contrat en matière de technologies de l'information subséquent à la qualification de prestataires de services est restreint aux seuls prestataires qualifiés et, lorsqu'un tel contrat comporte une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, il doit faire l'objet d'un appel d'offres public ouvert à ces seuls prestataires.

CHAPITRE VIII

CONDITIONS PRÉALABLES À LA CONCLUSION DE CONTRATS

SECTION I

AUTORISATION REQUISE

58. Lorsque la durée prévue d'un contrat d'approvisionnement en matière de technologies de l'information ou d'un contrat de services de nature répétitive en cette matière est supérieure à 3 ans, incluant tout renouvellement, l'autorisation du dirigeant de l'organisme public est requise.

Une telle autorisation est aussi requise avant la conclusion d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public dans les cas suivants :

- 1° un seul soumissionnaire a présenté une soumission conforme;
- 2° à la suite d'une évaluation de la qualité, un seul soumissionnaire a présenté une soumission acceptable.

Dans le cas prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa, le comité de sélection ne prend pas connaissance du prix et laisse au dirigeant de l'organisme le soin de déterminer s'il y a lieu de poursuivre ou non le processus d'adjudication.

SECTION II PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

59. La présente section ne s'applique qu'aux organismes publics visés au paragraphe 1° ou au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi.

60. Lorsque le montant d'un contrat en matière de technologies de l'information est de 100 000 \$ ou plus ou lorsque le montant d'un sous-contrat se rapportant à un tel contrat est de 100 000 \$ ou plus, ce contrat ou ce sous-contrat ne peut être conclu avec un fournisseur, un prestataire de services ou un sous-contractant du Québec, dont l'entreprise compte plus de 100 employés, à moins que le fournisseur, le prestataire de services ou le sous-contractant ne se soit préalablement engagé à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12) et qu'il ne soit titulaire d'une attestation d'engagement à cet effet délivrée par le président du Conseil du trésor.

Si un tel contrat ou sous-contrat doit être conclu avec un fournisseur, un prestataire de services ou un sous-contractant d'une autre province ou territoire du Canada à l'égard duquel un programme d'équité en emploi est applicable et que ce fournisseur, ce prestataire de services ou ce sous-contractant compte plus de 100 employés, celui-ci doit fournir au préalable une attestation selon laquelle il s'est engagé à implanter un programme d'équité en emploi conforme à celui de sa province ou de son territoire.

Si un tel contrat ou sous-contrat doit être conclu avec un fournisseur, un prestataire de services ou un sous-contractant du Québec ou d'une autre province ou territoire du Canada qui est régi par la législation fédérale, qui compte plus de 100 employés et à l'égard duquel un programme fédéral d'équité en emploi est applicable, celui-ci doit fournir au préalable une attestation selon laquelle il s'est engagé à implanter un programme d'équité en emploi conforme au programme fédéral.

61. Le président du Conseil du trésor annule l'attestation qu'il a délivrée à un fournisseur ou à un prestataire de services visé au premier alinéa de l'article 60 si celui-ci ne respecte pas son engagement d'implanter un programme d'accès à l'égalité.

Tout fournisseur et tout prestataire de services dont l'attestation mentionnée à l'article 60 a été annulée ne peut conclure un contrat avec un organisme visé à l'article 59 ou un sous-contrat se rapportant à un tel contrat tant qu'il n'est pas titulaire d'une nouvelle attestation.

SECTION III

ASSURANCE DE LA QUALITÉ, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

62. Un organisme public peut considérer l'apport d'un système d'assurance de la qualité, notamment une norme ISO, ou une spécification liée au développement durable et à l'environnement pour la réalisation d'un contrat en matière de technologies de l'information. Il précise alors l'exigence requise dans les documents d'appel d'offres.

Si l'imposition d'une telle exigence réduit indûment la concurrence, l'organisme doit permettre à tout fournisseur ou à tout prestataire de services de présenter une soumission et accorder à celui qui répond à l'exigence prévue au premier alinéa, une marge préférentielle d'au plus 10 %. Dans ce dernier cas, le prix soumis par un tel fournisseur ou un tel prestataire de services est, aux seules fins de déterminer l'adjudicataire, réduit du pourcentage de marge préférentielle prévu, et cela, sans affecter le prix soumis aux fins de l'adjudication du contrat.

Le pourcentage de marge préférentielle qui sera appliqué doit être indiqué dans les documents d'appel d'offres.

[41]. RECOMMANDATION

Nous recommandons que l'exigence de la norme ISO 9001 soit modulée en fonction de la valeur des contrats:

- 1) Aucune obligation pour les contrats de 2 millions et moins;

SECTION IV

ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

63. Tout fournisseur et tout prestataire de services intéressés à conclure avec un organisme public un contrat en matière de technologies de l'information comportant une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$ doivent détenir une attestation valide de Revenu Québec.

64. L'attestation de Revenu Québec est délivrée à tout fournisseur et à tout prestataire de services qui, à la date y indiquée, ont produit les déclarations et les rapports qu'ils devaient produire en vertu des lois fiscales et n'ont pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu, notamment lorsque leur recouvrement a été légalement suspendu ou lorsque des dispositions ont été convenues avec eux pour en assurer le paiement et qu'ils ne sont pas en défaut à cet égard.

65. L'attestation du fournisseur ou du prestataire de services est valide jusqu'à la fin de la période de 3 mois qui suit le mois au cours duquel elle a été délivrée.

De plus, l'attestation ne doit pas avoir été délivrée après la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions ou, s'il s'agit d'un contrat conclu de gré à gré, après la date d'attribution du contrat.

La détention par le fournisseur ou le prestataire de services d'une attestation valide délivrée conformément au deuxième alinéa est considérée comme une condition d'admissibilité au sens de l'article 6.

66. Un fournisseur et un prestataire de services ne peuvent transmettre une attestation de Revenu Québec qui contient des renseignements faux ou inexacts, produire pour eux-mêmes l'attestation d'un tiers ou faussement déclarer qu'ils ne détiennent pas l'attestation requise.

67. Il est interdit d'aider une personne, par un acte ou une omission, à contrevenir aux dispositions de l'article 66 ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, de l'amener à y contrevenir.

68. L'article 63 ne s'applique pas au fournisseur et au prestataire de services qui n'ont pas, au Québec, un établissement où ils exercent leurs activités de façon permanente, clairement identifié à leur nom et accessible durant les heures normales de bureau.

Il ne s'applique également pas lorsqu'un contrat en matière de technologies de l'information doit être conclu en raison d'une situation d'urgence mettant en cause la sécurité des personnes ou des biens.

CHAPITRE IX

PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS

SECTION I

CONTRAT CONCLU À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES PUBLIC

69. À la suite d'un appel d'offres public, l'organisme public publie dans le système électronique d'appel d'offres, dans les 15 jours suivant la conclusion du contrat en matière de technologies de l'information, la description initiale du contrat. Cette description contient au moins les renseignements suivants :

- 1° le nom du fournisseur ou du prestataire de services ou, s'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, le nom de ceux qui ont été retenus;
- 2° la nature des biens ou des services qui font l'objet du contrat;
- 3° la date de conclusion du contrat;
- 4° l'un des renseignements suivants, selon le cas :
 - a) le montant du contrat;
 - b) lorsqu'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande, le montant estimé de la dépense;
 - c) lorsqu'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, le prix soumis par chacun;
- 5° s'il s'agit d'un contrat comportant des options, leur description ainsi que le montant total de la dépense qui sera encourue si toutes les options sont exercées.

70. Lorsqu'un contrat a été conclu à la suite d'un dialogue compétitif, l'organisme public rend le rapport du vérificateur de processus accessible sur son site Internet, dans les 15 jours suivant la conclusion du contrat.

71. L'organisme public publie dans le système électronique d'appel d'offres toute dépense supplémentaire découlant d'une modification du contrat, dans les 60 jours suivant cette modification, lorsque le montant initial du contrat visé à l'article 69 est majoré de plus de 10 %.

L'organisme publie alors le montant de la dépense supplémentaire, incluant les dépenses cumulées qui ont précédé celle excédant 10 % du montant initial du contrat et publie, par la suite, chaque dépense supplémentaire.

72. L'organisme public publie également dans le système électronique d'appel d'offres, dans les 90 jours suivant la fin du contrat visé à l'article 69, la description finale du contrat. Ce délai est porté à 120 jours pour un contrat conclu au bénéfice d'un regroupement d'organismes visé à l'article 15 de la Loi.

La description finale du contrat contient au moins les renseignements suivants :

- 1° le nom du fournisseur ou du prestataire de services, la date de fin du contrat et le montant total payé;

2° s'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, leur nom respectif et le montant total payé à chacun d'eux;

3° s'il s'agit d'un contrat comportant des options, le type et le nombre d'options exercées et le montant total payé à la suite de leur exercice.

73. Si un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services comporte une liste de prix soumis dont l'ampleur ou la configuration ne permet pas la publication des résultats conformément aux dispositions des articles 69 à 72, l'organisme public indique dans le système électronique d'appel d'offres la façon d'obtenir les renseignements relatifs à ces résultats.

SECTION II

CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ OU À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

74. L'organisme public publie dans le système électronique d'appel d'offres, dans les 30 jours suivant la conclusion du contrat en matière de technologies de l'information comportant une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$ qu'il a conclu de gré à gré ou à la suite d'un appel d'offres sur invitation, la description initiale du contrat. Cette description contient au moins les renseignements suivants :

1° le mode d'adjudication ou d'attribution du contrat;

2° le nom du fournisseur ou du prestataire de services ou, s'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, le nom de ceux qui ont été retenus;

3° la nature des biens ou des services qui font l'objet du contrat;

4° la date de conclusion du contrat;

5° l'un des renseignements suivants, selon le cas :

a) le montant du contrat;

b) lorsqu'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande, le montant estimé de la dépense;

c) lorsqu'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, le prix soumis par chacun;

6° s'il s'agit d'un contrat comportant des options, leur description ainsi que le montant total de la dépense qui sera encourue si toutes les options sont exercées;

7° s'il s'agit d'un contrat conclu de gré à gré comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, la disposition de la Loi ou du présent règlement en vertu de laquelle le contrat a été attribué et, dans le cas d'un contrat attribué en application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi, l'énoncé des motifs invoqués pour soustraire le contrat à l'appel d'offres public.

75. L'organisme public publie dans le système électronique d'appel d'offres toute dépense supplémentaire découlant d'une modification du contrat, dans les 60 jours suivant cette modification, lorsque le montant initial du contrat visé à l'article 74 est majoré de plus de 10 %.

L'organisme publie alors le montant de la dépense supplémentaire, incluant les dépenses cumulées qui ont précédé celle excédant 10 % du montant initial du contrat et publie, par la suite, chaque dépense supplémentaire.

76. L'organisme public publie également dans le système électronique d'appel d'offres, dans les 90 jours suivant la fin du contrat visé à l'article 74, la description finale du contrat. Ce délai est porté à 120 jours pour un contrat conclu au bénéfice d'un regroupement d'organismes visé à l'article 15 de la Loi.

L'organisme y publie aussi, dans le même délai, la description finale de tout contrat qui, au moment de sa conclusion, devait comporter une dépense inférieure à 25 000 \$, mais dont le montant total payé est égal ou supérieur à 25 000 \$.

La description finale d'un contrat doit contenir au moins les renseignements suivants :

1° le nom du fournisseur ou du prestataire de services, la date de fin du contrat et le montant total payé;

2° s'il s'agit d'un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services, leur nom respectif et le montant total payé à chacun d'eux;

3° s'il s'agit d'un contrat comportant des options, le type et le nombre d'options exercées et le montant total payé à la suite de leur exercice;

4° s'il s'agit d'un contrat visé au deuxième alinéa, les autres renseignements prévus aux paragraphes 1° et 3° à 5° de l'article 74.

77. Si un contrat à commandes ou à exécution sur demande impliquant respectivement plusieurs fournisseurs ou prestataires de services comporte une liste de prix soumis dont l'ampleur ou la configuration ne permet pas la publication des résultats conformément aux dispositions des articles 74 à 76, l'organisme public indique dans le système électronique d'appel d'offres la façon d'obtenir les renseignements relatifs à ces résultats.

78. Malgré les dispositions des articles 74 à 77, aucune publication n'est requise lorsqu'il s'agit d'un contrat portant sur une question de nature confidentielle ou protégée au sens du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 13 de la Loi.

CHAPITRE X MODALITÉS DE GESTION DES CONTRATS

SECTION I RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

79. L'organisme public et, selon le cas, le fournisseur ou le prestataire de services doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir à l'égard d'un contrat en matière de technologies de l'information en respectant, le cas échéant, les modalités que le contrat prévoit pour y remédier.

Si la difficulté ne peut être ainsi résolue, elle peut être soumise à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou à un arbitre. Dans ce dernier cas, l'autorisation générale ou spéciale du ministre de la Justice est requise pour les organismes publics visés au paragraphe 1° ou au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi.

SECTION II ÉVALUATION DU RENDEMENT

^[42]. COMMENTAIRE

Le concept d'appel d'offres avec le plus bas soumissionnaire conforme a pour incidence que les fournisseurs évaluent les besoins des appels d'offres à leur plus simple expression. Pourquoi? Parce que le but du jeu est de gagner. La façon de gagner est d'avoir une soumission conforme qui a le plus bas prix. La partie se joue alors sur l'interprétation des mots et des phrases.

Il se peut qu'une phrase énonçant un besoin s'interprète de plusieurs façons, par exemple de la façon A et B. L'interprétation A génère des efforts de 100 jours et l'interprétation B génère des efforts de 50 jours. Le concept d'appel d'offres basé sur le plus bas soumissionnaire conforme tel qu'on le connaît aujourd'hui oblige le soumissionnaire à choisir l'interprétation B s'il veut gagner, et ceci, même s'il sait que c'est l'interprétation A qui devrait être utilisée.

Remarque : Nous croyons à l'AQT que ce concept d'appel d'offres avec le plus bas soumissionnaire conforme est l'une des principales sources des dépassements et dérapages dans les contrats informatiques de ces dernières années. Nous croyons qu'une pondération plus forte de la qualité des soumissions relativement au prix pourrait probablement aider à avoir des projets qui se terminent à temps et dans les budgets.

Nous faisons une recommandation à l'annexe 2 relativement au paramètre K qui à notre avis mettra plus d'emphase sur la qualité des soumissions.

Considérant nos remarques précédentes, la conséquence des appels d'offres avec le plus bas soumissionnaire conforme est que lorsque qu'on exécute le contrat, il y a très souvent des accrochages relativement à l'interprétation des besoins.

Par ailleurs, avec la conjoncture actuelle au gouvernement du Québec minée par les dérapages de projets informatiques, nous observons une tendance des gestionnaires de projet TI des M/O qui est de ne plus accepter les demandes de changement qui aurait pour incidence d'augmenter la valeur du contrat.

Il est clair que cet état de fait a pour conséquence d'influencer directement et négativement l'évaluation du rendement des fournisseurs.

La source n'est peut-être pas liée au rendement, mais plutôt au processus d'appel d'offres et à la tendance actuelle de ne plus accepter les demandes de changement dans les contrats .

Attention : Cette procédure d'évaluation du rendement devra être encadrée et balisée. Elle peut, dans certaines circonstances, très certainement causer un préjudice important aux PME.

^[43]. **RECOMMANDATION**

Nous recommandons qu'une directive ou une politique soit mise en place avant l'entrée en vigueur de la SECTION II - ÉVALUATION DU RENDEMENT (articles 80 à 83) du présent règlement.

Nous recommandons que l'AQT fasse partie des discussions pour l'élaboration de cette directive ou politique.

80. Lorsque le montant total payé pour un contrat en matière de technologies de l'information est égal ou supérieur à 100 000 \$, un organisme public doit consigner dans un rapport l'évaluation du fournisseur ou du prestataire de services. Il doit faire de même lorsque ce montant est inférieur à 100 000 \$ dans la mesure où le rendement est considéré insatisfaisant.

81. L'organisme public doit compléter son évaluation au plus tard 60 jours après la date de la fin du contrat et transmettre au fournisseur ou au prestataire de services un exemplaire de l'évaluation.

82. Le fournisseur ou le prestataire de services peut, dans un délai de 30 jours suivant la réception du rapport d'évaluation, transmettre par écrit à l'organisme public tout commentaire sur ce rapport.

83. Dans les 30 jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 82 ou suivant la réception des commentaires du fournisseur ou du prestataire de services, selon le cas, le dirigeant de l'organisme public maintient ou non l'évaluation effectuée et en informe le fournisseur ou le prestataire de services. S'il ne procède pas dans le délai prescrit, le rendement du fournisseur ou du prestataire de services est considéré modifié conformément aux commentaires reçus.

COMMENTAIRE : svp mentionner quelle

S'il s'agit d'un contrat conclu en vertu de l'article 49 concernant l'acquisition de biens ou de services infonuagiques, le dirigeant de l'organisme transmet un exemplaire de l'évaluation au Centre de services partagés du Québec.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS PÉNALES

84. La violation des dispositions de l'article 66 ou de l'article 67 constitue une infraction.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

85. Avant le 1er mars 2016, l'article 65 du présent règlement doit se lire comme suit :

« 65. L'attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions ni après ces date et heure ou, s'il s'agit d'un contrat conclu de gré à gré, plus de 90 jours avant la date d'attribution du contrat. La détention par le fournisseur ou le prestataire de services d'une attestation est considérée comme une condition d'admissibilité au sens de l'article 6. ».

- 86.** Malgré le premier alinéa de l'article 65, la première attestation d'un fournisseur ou d'un prestataire de services délivrée après le 31 janvier 2016 et avant le 1er février 2017 est valide jusqu'à la fin de la période déterminée conformément à l'article 137 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (2015, chapitre 8).
- 87.** Le ministre du Revenu est chargé de l'application et de l'exécution des articles 64, 66, 67 et 84.
- 88.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec.

ANNEXE 1

(a. 18, 19, 33 et 56)

CONDITIONS ET MODALITÉS D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ EN VUE D'UNE ADJUDICATION SELON LE PRIX LE PLUS BAS

- 1.** Un minimum de 3 critères est nécessaire pour l'évaluation de la qualité.
- 2.** L'organisme public doit préciser dans les documents d'appel d'offres, pour chaque critère retenu, les éléments de qualité requis pour l'atteinte d'un « niveau de performance acceptable », lequel correspond à ses attentes minimales pour le critère.
- 3.** Une soumission acceptable à l'égard de la qualité est celle qui, pour chacun des critères retenus, rencontre le « niveau de performance acceptable ». Le cas échéant, une soumission qui n'atteint pas ce niveau de performance à l'égard de l'un de ces critères est rejetée.

ANNEXE 2

(a. 16, 18, 19, 21, 23, 33 et 56)

CONDITIONS ET MODALITÉS D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ EN VUE D'UNE ADJUDICATION SELON LE PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS OU SELON LA NOTE FINALE POUR LA QUALITÉ LA PLUS ÉLEVÉE

1. La grille d'évaluation doit prévoir un minimum de 3 critères nécessaires à l'évaluation de la qualité.
2. L'organisme public doit préciser dans les documents d'appel d'offres, pour chaque critère retenu, les éléments de qualité requis pour l'atteinte d'un « niveau de performance acceptable », lequel correspond à ses attentes minimales pour le critère.
3. Chaque critère retenu à la grille d'évaluation est pondéré en fonction de son importance relative pour la réalisation du contrat. La somme des poids des critères est égale à 100 %.
4. Chaque critère est évalué sur une échelle de 0 à 100 points, le « niveau de performance acceptable » correspondant à 70 points.
5. Un minimum de 70 points peut être exigé à l'égard de l'un ou l'autre des critères identifiés dans la grille d'évaluation. Le cas échéant, une soumission qui n'atteint pas ce minimum est rejetée.
6. La note finale pour la qualité d'une soumission est la somme des notes pondérées obtenues pour chacun des critères, lesquelles sont déterminées en multipliant la note obtenue pour un critère par le poids de ce critère.
7. Une soumission acceptable à l'égard de la qualité est celle dont la note finale est d'au moins 70 points.
8. Le prix de chaque soumission acceptable est ajusté selon la formule suivante :

$$\text{Prix ajusté} = \left(\frac{\text{Prix soumis}}{\text{Coefficient d'ajustement pour la qualité}} \right)$$

Le coefficient d'ajustement pour la qualité est égal à :

$$1 + K \left(\frac{\text{Note finale pour la qualité} - 70}{30} \right)$$

Le paramètre K exprime en pourcentage ce que l'organisme public est prêt à payer de plus pour passer d'une soumission de 70 points à une soumission de 100 points, et ce, sur l'ensemble des critères.

9. L'organisme public détermine dans les documents d'appel d'offres la valeur du paramètre K, laquelle ne peut être inférieure à 15 % ni excéder 30 %.

^[44]. **COMMENTAIRE**

Tel que discuté à la SECTION II - ÉVALUATION DU RENDEMENT, le concept d'appel d'offres avec le plus bas soumissionnaire conforme a pour incidence que les fournisseurs évaluent les besoins des appels d'offres à leur plus simple expression. Pourquoi? Parce que le but du jeu est de gagner. La façon de gagner est d'avoir une soumission conforme qui a le plus bas prix. La partie se joue alors sur l'interprétation des mots et des phrases.

Il se peut qu'une phrase énonçant un besoin s'interprète de plusieurs façons, par exemple de la façon A et B. L'interprétation A génère des efforts de 100 jours et l'interprétation B génère des efforts de 50 jours. Le concept d'appel d'offres basé sur le plus bas soumissionnaire conforme tel qu'on le connaît aujourd'hui oblige le soumissionnaire à choisir l'interprétation B s'il veut gagner, et ceci, même s'il sait que c'est l'interprétation A qui devrait être utilisée.

Remarque : Nous croyons à l'AQT que ce concept d'appel d'offres avec le plus bas soumissionnaire conforme est l'une des principales sources des dépassements et dérapages dans les contrats informatiques de ces dernières années. Nous croyons qu'une pondération plus forte de la qualité des soumissions relativement au prix pourrait probablement aider à avoir des projets qui se terminent à temps et dans les budgets.

De façon à avoir une meilleure adéquation entre les besoins exprimés dans un appel d'offres et les réponses des soumissionnaires, nous recommandons (voir tableau suivant) d'augmenter la borne inférieure de 15% à 30% et la borne supérieure de 30% à 60% pour le paramètre K.

TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	COMMENTAIRES
<p>9. L'organisme public détermine dans les documents d'appel d'offres la valeur du paramètre K, laquelle ne peut être inférieure à 15 % ni excéder 30 %.</p>	<p>9. L'organisme public détermine dans les documents d'appel d'offres la valeur du paramètre K, laquelle ne peut être inférieure à 15 % 30 % ni excéder 30 % 60 %.</p>	<p>^[45] Commentaire Voir commentaire précédente.</p>